

Comité de Développement du Ferroviaire 63

Clermont-Ferrand, le 19 novembre 2019,

MENSONGES D'ÉTAT SUR LE FERROVIAIRE !

Alors que le gouvernement et la direction SNCF avaient promis une réforme qui allait apporter plus de trains, plus d'équité pour les territoires et des prix plus bas, l'Auvergne s'est vu dépecée de ses guichets, gares et lignes.

Après avoir sacrifié le fret ferroviaire (ouvert à la concurrence depuis 2007), remplacé par des norias de camions sur les routes de notre région, les mêmes avaient « juré-craché » qu'on ne toucherait pas aux petites lignes.

À quel degré d'accident, après Brétigny, Erkwersheim, devons-nous nous attendre ?

Quand on sait par exemple que le coût d'un contrôleur pèse 0,2% du prix d'un billet, comment, pour cette économie de bout de chandelle, laisser les usagers seuls face aux incivilités, incidents et accidents ? Et voici que maintenant ils veulent faire disparaître, en plus des contrôleurs, les agents qui surveillent que tout le monde est bien monté dans le train ! Quid des personnes à mobilité réduite ? Qui va s'assurer de la sécurité des usagers dans les gares en courbe, mal éclairées, ...

Des bus en lieu et place des trains pendant la période hivernale, et peut-être des trains touristiques l'été sur toutes les petites lignes ?

Voilà ce qui nous attend dès 2020 ! C'est un non-sens économique, c'est l'abandon d'une politique environnementale pourtant urgente, c'est l'accidentologie qui va augmenter, c'est la mort annoncée de certaines villes moyennes et de villages entiers.

Par effet boule de neige, des services publics vont disparaître (postes, écoles, maisons médicales, ...), commerces, artisanat, industries, ... C'est la désertification de pans entiers de notre région qui est en route.

Mais c'est également la mobilité sur notre territoire qu'ils sont en train de tuer. Ne voir les dessertes ferroviaires que par le seul prisme de Clermont-Paris, c'est empêcher une

majorité d'auvergnats d'accéder par un transport propre aux sites scolaires, aux lieux de travail et de loisirs.

Gouvernement et direction SNCF En Marche pour la catastrophe climatique !

Réchauffement, pollution, embouteillages, accidents, bruit, appauvrissement du tissu économique, désertification, populations laissées à l'abandon, ... L'enjeu est d'intérêt général : nous ne pouvons pas rester spectateurs face aux dégâts et gâchis organisés.

D'ailleurs, les usagers du rail et les cheminots ne sont pas les seuls à dire stop : urgentistes, pompiers, police, gendarmerie, personnels du commerce, des raffineries, de Michelin et tous ceux dont l'entreprise est en difficulté voire prête à fermer...Tous disent ça suffit !

Le Comité de Développement du Ferroviaire 63 en appelle aux élus, aux populations qui ne veulent pas de ce champ de ruine promis aux citoyens de notre région.

Nous vous invitons, comme le comité va le faire prochainement, à interpeller vos élus, la direction de la SNCF, le Conseil régional, ... Afin d'arrêter cette spirale mortifère qui nous mène droit dans le mur.

Au contraire de ce qui nous est proposé, il faut un développement du ferroviaire tant pour le transport de marchandises que pour celui des voyageurs. La SNCF peut participer au redressement du pays comme jouer un rôle majeur contre les émissions de CO2. Il faut qu'on lui en donne l'orientation et les moyens plutôt que laisser les dirigeants de cette entreprise dépenser des milliards d'euros d'argent public pour des investissements routiers (Géodis), mais également pour des plateformes routières à l'étranger (Angleterre, Etats-Unis, Australie, ...).

À chaque privatisation : autoroutes, poste, EDF, GDF et maintenant SNCF, celles-ci ont engraisé les actionnaires, et le contribuable a payé la facture !

Bonne lecture et bonne journée.